

# Revenus des ménages

Après avoir enregistré une croissance historique en 2001 (+4,9% en moyenne annuelle), le revenu disponible nominal des ménages ralentirait en 2002, tout en conservant une croissance élevée (+3,6%). En 2001, il avait été soutenu par le dynamisme des revenus d'activité et des prestations sociales, ainsi que par le ralentissement des impôts sur le revenu et le patrimoine. En 2002, l'impact sur le revenu disponible des ménages du ralentissement de la masse salariale ne serait que partiellement compensé par les nouveaux allègements de prélèvements obligatoires.

Compte tenu d'une légère accélération des prix de la consommation en moyenne annuelle, le pouvoir d'achat des ménages s'établirait à +1,9% en 2002 contre +3,5% l'an passé.

## Inflexion des revenus d'activité sur 2002

Le ralentissement progressif des revenus d'activité amorcé en 2001 se poursuivrait en 2002 (+3,7% après +5,2% en 2001). Après avoir enregistré une forte croissance en 2000 et 2001, la masse salariale brute dans les secteurs concurrentiels non agricoles décélérerait nettement cette année (+3,8% contre +6,3% les deux années précédentes), en raison du ralentissement conjoint du salaire moyen par tête (SMPT) et surtout de l'emploi salarié. Comme en 2001, l'indice de traitement de la fonction publique devrait être revalorisé à deux reprises en 2002 (en

mars et en décembre). La masse salariale versée par les administrations publiques accélérerait légèrement (+3,7% en 2002 après +3,2% en 2001). Au final, la masse salariale reçue par les ménages continue son mouvement de décélération entamé depuis le début de 2001. L'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels conserverait pour sa part une croissance soutenue.

## Des prestations sociales toujours dynamiques

Lors du second semestre de 2001, les prestations sociales en espèces ont été dynamisées par la mise en place du PARE (Plan d'Aide au Retour à l'Emploi). Par contrecoup, le premier semestre de 2002 s'inscrirait en ralentissement malgré la revalorisation de 2,2% des pensions et rentes de vieillesse et la création du congé paternité<sup>(1)</sup>. Au second semestre, les prestations sociales conserveraient un rythme analogue. Toutefois, compte tenu d'un acquis largement positif à la fin de 2001, elles augmenteraient de 3,8% en 2002, après +3,6% l'an passé.

(1) Le congé paternité permet au père de cesser son activité professionnelle pendant une période de onze jours calendaires dans un délai de quatre mois suivant la naissance de l'enfant. Le salarié n'est pas rémunéré par son employeur mais par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie. Le congé paternité devrait être financé à hauteur de 117 millions d'euros.

## REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES

	(évolution en %)											
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002		2000	2001	2002	2000	2001	2002
	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.						
Salaires bruts (59%)	2,6	3,0	2,7	2,0	1,8	1,5	5,7	4,7	3,3	5,4	5,4	3,7
Prestations sociales en espèces (32%)	1,1	1,1	2,1	2,2	1,7	1,6	2,2	4,3	3,4	2,2	3,6	3,8
Excédent brut d'exploitation (24%)	2,8	2,3	1,7	1,5	1,9	2,1	5,1	3,2	4,0	4,6	3,9	3,7
Revenus de la propriété (9%)	3,8	2,8	2,3	3,2	-2,2	1,3	6,7	5,5	-0,9	7,1	5,3	0,7
Prélèvements sociaux et fiscaux (-24%)	5,0	-5,1	9,6	-3,0	4,9	-0,5	-0,4	6,2	4,3	4,7	3,5	3,2
dont : Cotisations des salariés (-8%)	2,1	2,9	2,5	1,7	1,7	2,2	5,1	4,3	3,9	4,9	4,1	4,8
Cotisations des non salariés (-2%)	0,3	6,4	-0,2	4,0	0,9	1,1	6,7	3,8	2,0	6,5	4,2	4,2
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-14%)	7,1	-10,6	15,2	-6,5	7,2	-2,2	-4,2	7,7	4,9	4,3	3,1	2,2
<b>Revenu disponible brut (100 %)</b>	<b>1,6</b>	<b>4,2</b>	<b>0,7</b>	<b>3,3</b>	<b>0,7</b>	<b>2,1</b>	<b>5,9</b>	<b>4,0</b>	<b>2,9</b>	<b>4,3</b>	<b>4,9</b>	<b>3,6</b>
Prix de la consommation des ménages (comptes trimestriels)	0,6	0,9	0,9	0,3	1,2	0,5	1,5	1,2	1,8	1,2	1,4	1,7
Pouvoir d'achat du RDB	1,0	3,3	-0,2	3,0	-0,5	1,6	4,3	2,8	1,1	3,1	3,5	1,9

Prévision

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1998.

Le solde des revenus de la propriété a décéléré en 2001 (+5,3% après +7,1% en 2000), en raison de la hausse des charges d'intérêts versées par les ménages (liée à la progression de leur endettement). Ce mouvement s'accentuerait en 2002 (+0,7% pour le solde des revenus de la propriété). En effet, l'influence conjointe de la baisse des intérêts reçus par les ménages et de l'inflexion des dividendes distribués par les sociétés dominerait l'impact favorable de la décélération des intérêts versés.

## Nouvelle baisse des prélèvements obligatoires au second semestre de 2002

Le ralentissement des impôts sur le revenu et le patrimoine versés par les ménages engagé depuis 1999 se poursuivrait en 2002. En 2001, la baisse des taux sur l'ensemble des tranches du barème de l'impôt sur le revenu, ajoutée au versement de la Prime Pour l'Emploi (PPE) en juillet et à son doublement en décembre, avaient conduit les impôts sur le revenu et le patrimoine à nettement baisser au second semestre. En 2002, la PPE a été reconduite, mais le montant moyen versé à chaque bénéficiaire diminuerait légè-

rement par rapport au montant cumulé des deux PPE de 2001. En raison de leur repli du second semestre de 2001, la croissance des impôts sur le revenu et le patrimoine serait mécaniquement élevée au premier semestre de 2002. Au second semestre, la nouvelle baisse des taux de l'impôt sur le revenu inscrite dans la loi de finances initiale les ferait de nouveau diminuer (*cf. encadré sur le traitement de la saisonnalité des mesures fiscales*)<sup>(2)</sup>.

Les cotisations sociales à la charge des salariés devraient accélérer en 2002 (+4,8% après +4,1%). En effet, la suppression au premier trimestre de 2001 des cotisations retraite à destination des régimes complémentaires, liée à la renégociation de la convention Unedic, a fait diminuer les encaissements en 2001 et soutient donc mécaniquement par contrecoup leur croissance en 2002. Hors cet effet, le ralentissement amorcé au second semestre de 2001 se poursuivrait, en raison de la décélération de la masse salariale et de la baisse de 0,1 point du taux

(2) Les baisses supplémentaires envisagées par le nouveau gouvernement ne sont pas prises en compte ici.

## DE LA MASSE SALARIALE DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET ENTREPRISES INDIVIDUELLES À CELLE REÇUE PAR LES MÉNAGES

	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002		2000	2001	2002	2000	2001	2002
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
Entreprises non financières (SNF - EI) (67%)	3,1	3,7	3,0	2,2	1,6	1,4	7,0	5,3	3,0	6,3	6,3	3,7
<i>dont : Salaire moyen par tête</i>	1,2	1,8	1,8	1,7	1,2	1,2	3,0	3,5	2,4	2,7	3,5	2,8
Sociétés financières (5%)	2,1	1,3	1,8	1,5	2,3	1,4	3,5	3,3	3,7	5,4	3,1	3,8
Administrations publiques (25%)	1,9	1,4	1,8	1,5	2,1	1,8	3,4	3,4	3,9	3,6	3,2	3,7
Ménages hors EI (1,8%)	2,2	3,1	3,4	2,1	1,3	1,6	5,3	5,5	2,9	5,1	6,1	3,4
<b>Masse salariale brute reçue par les ménages (100%)</b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>	<b>2,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>5,7</b>	<b>4,7</b>	<b>3,3</b>	<b>5,4</b>	<b>5,4</b>	<b>3,7</b>

## LES TRANSFERTS SOCIAUX REÇUS ET VERSÉS PAR LES MÉNAGES

	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002		2000	2001	2002	2000	2001	2002
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
<b>Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>2,1</b>	<b>2,2</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>	<b>2,2</b>	<b>4,3</b>	<b>3,4</b>	<b>2,2</b>	<b>3,6</b>	<b>3,8</b>
Prestations de Sécurité Sociale (71%)	1,5	1,1	2,9	2,5	1,7	1,7	2,6	5,4	3,4	2,8	4,3	4,0
<i>dont : Versées par le Régime général</i>	1,4	1,8	3,2	1,7	2,2	2,0	3,2	5,0	4,3	3,4	4,6	4,0
Prestations de régimes privés (6%)	3,4	3,0	2,6	1,2	2,9	2,9	6,5	3,9	5,9	5,8	5,3	4,7
Prestations directes d'employeur (14%)	0,3	1,3	1,9	2,3	2,4	1,6	1,6	4,2	4,0	1,6	3,3	4,4
Prestations d'assistance sociale versées par les administrations (9%)	-2,2	-0,8	-3,8	0,0	0,1	0,1	-3,0	-3,9	0,2	-4,3	-2,6	-0,1
<b>Total des prélèvements sociaux</b>	<b>0,9</b>	<b>2,8</b>	<b>2,2</b>	<b>1,9</b>	<b>1,8</b>	<b>1,3</b>	<b>3,7</b>	<b>4,1</b>	<b>3,1</b>	<b>3,7</b>	<b>3,9</b>	<b>4,3</b>
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100%)	0,9	3,1	2,2	1,8	1,7	1,2	4,0	4,1	3,0	4,0	3,9	4,3
<i>dont : Cotisations des employeurs <sup>(1)</sup> (65%)</i>	0,4	2,8	2,3	1,7	1,8	1,2	3,3	4,0	3,0	3,3	3,8	4,2
<i>Cotisations des salariés (28%)</i>	2,1	2,9	2,5	1,7	1,7	1,5	5,1	4,3	3,2	4,9	4,1	4,5
<i>Cotisations des non salariés (7%)</i>	0,3	6,4	-0,2	4,0	0,9	1,1	6,7	3,8	2,0	6,5	4,2	4,2

Prévision

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1998.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale ; elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

## TRAITEMENT DE LA SAISONNALITÉ DES MESURES FISCALES 2001-2002 CONCERNANT LES MÉNAGES DANS LES COMPTES TRIMESTRIELS

En 2001, les ménages ont bénéficié de deux mesures concernant l'impôt sur le revenu : l'instauration puis le doublement de la prime pour l'emploi (PPE) et la baisse des tranches du barème de l'impôt sur le revenu. La prime pour l'emploi peut prendre deux formes : le ménage reçoit un chèque s'il ne paie pas d'impôt sur le revenu (IR), c'est à dire dans la grande majorité des cas ; dans le cas où il paie de l'IR, la PPE vient en déduction de son IR au moment du paiement du solde au 3ème (non mensualisé) ou au 4ème trimestre (mensualisé).

En 2002, le doublement de la PPE est poursuivi de même que l'abaissement des tranches du barème d'IR. Par ailleurs, les mesures annoncées mais non votées ne sont pas prises en compte dans cette note.

Pour désaisonnaliser les impôts, le principe retenu par les comptes trimestriels est le suivant : les mesures nouvelles sont inscrites le trimestre où elles ont lieu. Quand les réformes deviennent pérennes, ou du moins quand

les agents économiques peuvent les anticiper avec certitude, les montants sont lissés sur les quatre trimestres de l'année. Ce principe a été appliqué à la PPE versée par chèque : elle a été inscrite aux 3ème et 4ème trimestres en 2001 et lissée sur tous les trimestres de 2002.

Une exception est faite pour ce qui concerne les mesures relatives au barème de l'IR. L'impact de ces mesures est difficilement prévisible pour les ménages concernés et ceux-ci ne le connaissent finalement qu'au moment où le solde leur est notifié, soit au 3ème trimestre soit au 4ème trimestre. En conséquence, les mesures relatives au barème d'impôts sont inscrites les trimestres où les soldes sont notifiés. Ainsi, l'effet de la baisse des taux et la PPE venant en déduction du solde d'IR ont été inscrits au second semestre de 2002.

Ce traitement, effectué en prévision, sera celui qui sera retenu dans les comptes trimestriels au vu des indicateurs réellement observés. ■

de cotisation chômage des salariés au 1<sup>er</sup> janvier 2002<sup>(3)</sup>. Pour leur part, les cotisations sociales des non salariés conserveraient une croissance similaire à celle de 2001.

### Ralentissement du pouvoir d'achat

Les ménages ont bénéficié en 2001 d'une augmentation de leur revenu disponible nominal de 4,9%, grâce à la combinaison d'une croissance soutenue des revenus d'activité, de prestations sociales dynamiques et d'allègements fiscaux. Compte tenu d'une hausse des prix de la consommation modérée, le pouvoir d'achat des ménages a progressé très fortement, de 3,5% l'an passé.

En 2002, la décélération des revenus d'activité induirait un net ralentissement du revenu disponible nominal des ménages, à +3,6%. Ses évolutions semestrielles seraient une nouvelle fois influencées par le calendrier des prélèvements obligatoires : décélération au premier semestre, accélération au second.

Le profil semestriel est encore accentué en termes de pouvoir d'achat, car l'inflation a rebondi en début d'année, et retombe dans le courant de ce printemps. Sur l'ensemble de 2002, la légère accélération des prix de la consommation accentuerait la décélération du pouvoir d'achat du revenu des ménages : celui-ci progresserait de 1,9%.

Les transferts sociaux en nature ont légèrement ralenti en 2001. Ils devraient réaccélérer en 2002, du fait de la création de l'Aide Personnalisée à l'Autonomie<sup>(4)</sup> et de la forte augmentation des remboursements de santé marchande. Le ralentissement du revenu disponible ajusté serait donc un peu moins prononcé que celui affiché par le revenu disponible (non ajusté) : il progresserait de +3,9%, après +4,9% en 2001. ■

(3) Toutefois, les partenaires sociaux ont décidé de revenir au 1<sup>er</sup> juillet sur cette baisse de 0,1 point du taux de cotisation chômage.

(4) L'Aide Personnalisée à l'Autonomie (APA) est une prestation personnalisée et modulable attribuée aux personnes âgées ayant perdu leur autonomie. 800 000 personnes devraient la percevoir.

# Consommation des ménages

La décélération des dépenses de consommation des ménages observée à l'automne 2001 s'est poursuivie au début de 2002. Le pouvoir d'achat des consommateurs a certes bénéficié de nouveaux allègements d'impôts, mais a subi les effets dépressifs du ralentissement de l'emploi et d'un rebond de l'inflation. L'altération de leur confiance a également incité les ménages à restreindre leurs dépenses.

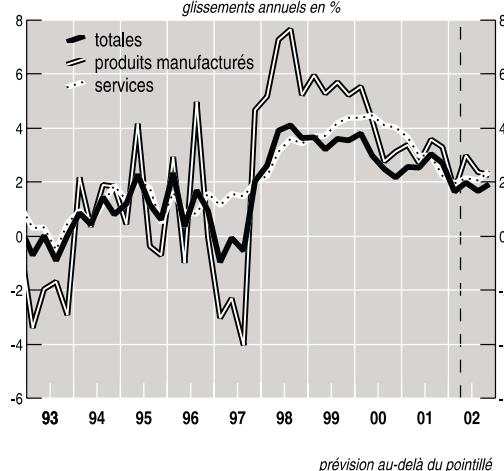
La consommation retrouverait un rythme annualisé compris entre 2% et 2,5% à partir du printemps. À la faveur du redressement conjoncturel, les effets défavorables du ralentissement de l'emploi sur la confiance des ménages devraient progressivement s'estomper. En outre, la consommation profiterait de la décrue de l'inflation.

Au total, les dépenses de consommation des ménages progresseraient de 1,8% en moyenne annuelle en 2002, après +2,7% en 2001. La confiance des ménages, qui contribuait positivement depuis quatre ans pour environ un demi-point à leur croissance, serait neutre en 2002. Le taux d'épargne serait stable en moyenne mais les ménages pourraient puiser un peu dans leur épargne en cours d'année pour lisser la fluctuation de leur revenu.

## Modération de la consommation au tournant de l'année

L'inflexion des dépenses de consommation des ménages enregistrée à l'automne 2001 s'est poursuivie au début de 2002. Même si la forte baisse des dépenses en énergie masque sans doute une tendance un

DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES  
aux prix de 1995  
glissements annuels en %



peu plus favorable, il reste que tous les déterminants de la consommation étaient moins bien orientés. D'une part, le revenu disponible décélère, car les nouveaux allègements fiscaux du second semestre de 2001 ne suffisent pas à compenser l'impact de la modération de l'emploi salarié. D'autre part, l'inflation a progressé au début de l'année, sous l'effet conjugué de l'envolée des prix des produits alimentaires, suite à des conditions météorologiques défavorables, et de la progression des prix des services, attribuable pour partie au passage à l'euro.

Par ailleurs, après s'être stabilisée à la fin de 2001, la confiance des ménages s'est de nouveau dégradée au début de cette année : le solde d'opinion relatif à l'opportunité d'acheter s'est nettement replié. Les

## DÉPENSES DE CONSOMMATION ET PRINCIPALES COMPOSANTES

	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002		2000	2001	2002	2000	2001	2002
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
<b>Dépenses totales de consommation des ménages<sup>(1)</sup></b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>	<b>0,7</b>	<b>1,2</b>	<b>2,2</b>	<b>2,7</b>	<b>1,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,7</b>	<b>1,8</b>
dont :												
Alimentation (19,2%)	-0,6	0,0	0,6	0,5	-0,4	0,5	-0,5	1,2	0,1	0,5	0,8	0,1
Énergie (7,6%)	-3,0	-0,8	3,8	0,2	-0,9	1,7	-3,8	4,0	0,8	-1,2	2,8	-0,5
Services (48,2%)	2,2	1,8	1,2	1,0	1,1	1,3	4,0	2,2	2,4	4,2	3,0	2,1
Produits manufacturés (25,0%)	1,8	1,3	1,4	1,9	1,1	1,2	3,1	3,3	2,3	3,9	3,2	2,3
<b>Dépenses individualisables des administrations</b>	<b>2,0</b>	<b>2,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,7</b>	<b>2,1</b>	<b>1,6</b>	<b>4,3</b>	<b>2,8</b>	<b>3,7</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>
<b>Consommation effective totale</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,0</b>	<b>1,3</b>	<b>2,6</b>	<b>2,8</b>	<b>2,4</b>	<b>3,0</b>	<b>2,9</b>	<b>2,2</b>

Prévision

NB : Les données entre parenthèses donnent la part du poste en 1997.

(1) Y compris solde territorial.

consommateurs, inquiets de leur situation financière, ont probablement retardé une partie de leurs achats. En dépit de leurs craintes sur la situation de l'emploi et de l'inflation, les ménages semblaient cependant moins pessimistes en termes de perspectives.

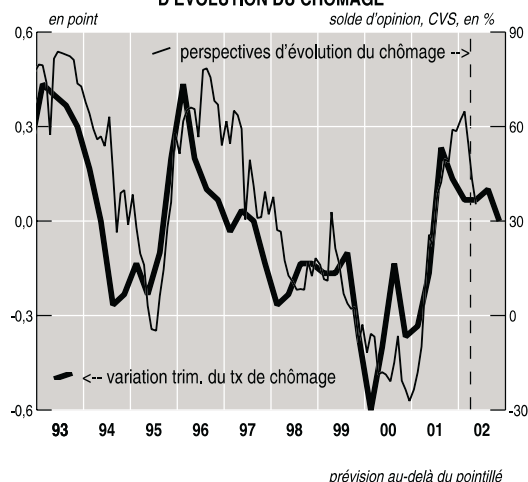
Le fléchissement de la consommation cet hiver concerne quasiment l'ensemble des postes de dépenses. La consommation en produits manufacturés a été affectée par le repli des achats en automobiles, intervenu après une année de très forte expansion. Les dépenses en services marchands ont marqué un coup d'arrêt en début d'année. La poussée d'inflation en janvier, pour moitié attribuable au passage à l'euro dans ce secteur (cf. dossier, page 17), a sans doute freiné quelque peu leur progression, mais le fait le plus notable est le recul des dépenses en services de télécommunications, alors que celles-ci progressaient d'environ 4% par trimestre depuis près de cinq ans, et contribuaient ainsi pour plus d'un dixième de point à la croissance trimestrielle de la consommation totale. La forte baisse de la consommation en énergie au début de 2002 résulte pour sa part de la douceur de cet hiver. Enfin, la hausse marquée du prix des produits alimentaires a nettement pesé sur les dépenses de ce poste.

### Un rythme de croissance plus soutenu à partir du printemps

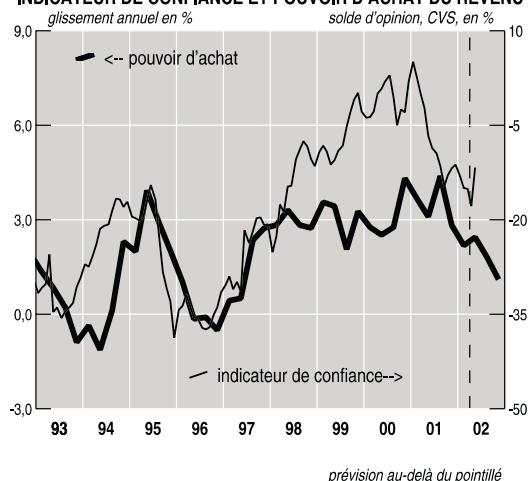
La consommation devrait retrouver un rythme annuel un peu supérieur à 2% à l'horizon de la fin de l'année. Le pouvoir d'achat du revenu profiterait du reflux de l'inflation ce printemps. Il bénéficierait également des nouvelles baisses d'impôts. Même si le ralentissement est net, du fait de la décélération des revenus d'activité, la progression du pouvoir d'achat atteindrait 1,9% en 2002, après +3,5% en 2001. Cette progression aiderait à assurer un socle solide à la consommation.

Le moral des ménages a augmenté au mois de mai. Au-delà d'un traditionnel effet post-électoral, les consommateurs apparaissent un peu plus confiants sur la situation économique. En particulier, leur opinion sur le chômage s'est sensiblement améliorée, revenant en phase avec ce que suggère le marché de l'emploi (moins de hausse du chômage). Par ailleurs, si les ménages expriment encore des inquiétudes sur leur situation financière, leurs intentions d'achats se redressent légèrement.

TAUX DE CHOMAGE ET PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU CHOMAGE



INDICATEUR DE CROISSANCE ET POUVOIR D'ACHAT DU REVENU



Les dépenses en produits manufacturés devraient augmenter à un rythme proche de 2,5% jusqu'à la fin de 2002. La contribution des achats en automobiles à la croissance de la consommation, qui a atteint un quart de point en 2001, devrait être modeste en 2002. En revanche, les achats de biens d'équipement du logement continueraient d'être dynamiques, toujours stimulés par l'essor de l'électronique grand public (ordinateurs, lecteurs de DVD, appareils photos numériques...). Les dépenses en produits bruns pourraient également bénéficier en milieu d'année d'un effet «coupe du monde».

La consommation de services retrouverait elle aussi une croissance annualisée de l'ordre de 2,5% en cours d'année. Elle bénéficierait de la reprise des dé-

### TAUX D'ÉPARGNE

	Niveaux semestriels						Niveaux annuels		
	2000		2001		2002		2000	2001	2002
	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.			
Taux d'épargne	15,0	15,9	15,7	16,5	16,1	16,2	15,4	16,1	16,1
Taux d'épargne financière	6,2	7,1	7,0	8,0	7,6	7,8	6,7	7,5	7,7

Prévision

penses liées au tourisme (transport notamment aérien, hôtellerie) amorcée dès le début de 2002. Cette vigueur serait de plus alimentée par une plus grande modération des prix. Les dépenses en services de télécommunications, en recul au début de 2002, retrouveraient une pente ascendante, quoique moins favorable que celle des dernières années.

Au total, les dépenses de consommation des ménages devraient s'accroître de 1,8% en 2002 après 2,7% en 2001. Ce ralentissement concerne l'en-

semble des postes de consommation, notamment les dépenses en produits énergétiques et alimentaires qui stagneraient sur l'année. L'inflexion de la consommation est largement attribuable à la décélération du revenu, elle-même consécutive à la dégradation enregistrée depuis début 2001 sur le marché du travail. Cependant, la progression du pouvoir d'achat reste suffisante pour assurer une consommation encore solide, d'autant que les ménages auraient tendance en cours d'année à puiser quelque peu dans leur épargne pour lisser la fluctuation de leur revenu. ■

# Investissement

Malgré l'amélioration sensible des perspectives d'activité depuis le début de l'année dans l'ensemble des secteurs, et alors que l'inversion du comportement de stockage signale une demande moins restrictive de la part des entreprises, les évolutions de l'investissement restent empreintes de morosité. Les industriels indiquent un recul de 2% de leur investissement cette année. Compte tenu par ailleurs du ralentissement des dépenses d'équipement dans les autres secteurs, l'investissement aurait continué de stagner au premier semestre de 2002.

Le second semestre connaîtrait toutefois une reprise progressive de l'investissement. En effet, les industriels prévoient une augmentation de leurs dépenses d'équipement pour la fin de l'année. Le signe le plus tangible de cette amorce de reprise réside dans l'amélioration récente des perspectives personnelles de production des industriels du secteur des biens d'équipement, inversant la tendance à l'œuvre depuis la fin 2000. Pour leur part, les intentions de commande des grossistes en biens d'équipement industriel se stabilisent, certes à des niveaux encore faibles. Dans ces conditions, la progression des dépenses d'équipement s'inscrirait sur une pente annuelle de l'ordre de 2% d'ici la fin de l'année.

Une progression des investissements à un rythme plus soutenu reste pour l'heure conditionnée par la levée des incertitudes affectant le contexte international. Ces incertitudes concernent la vigueur de la croissance qui suivra la phase actuelle de reprise, une fois passée l'accélération technique due aux mouvements de stocks.

## Poursuite de la stagnation de l'investissement au premier semestre

Les industriels, interrogés en avril lors de la dernière enquête sur l'investissement, indiquaient une poursuite du tassement de leurs investissements au premier semestre de 2002. La reprise actuelle de l'activité industrielle est en effet d'abord soutenue par le comportement de stockage, en ligne avec l'amélioration des perspectives de demande. Toutefois, cette amélioration est sans doute trop récente et sa vigueur pas assez perceptible pour convaincre les industriels de revoir à court terme leurs intentions d'équipement. En outre, l'augmentation de la production n'a pas encore entraîné de remontée du taux d'utilisation des capacités.

Cette prudence à l'égard de l'investissement, observée dans l'industrie, concerne aussi les autres secteurs. Les dépenses d'équipement hors industrie continuent de ralentir, comme l'indique la poursuite du tassement des ventes des grossistes en biens d'équipement destinés au tertiaire.

La réserve des chefs d'entreprise en matière d'investissement depuis le début de l'année se traduit de façon claire dans le décalage conjoncturel du secteur des biens d'équipement par rapport aux autres secteurs industriels (cf. graphique) : les perspectives personnelles de production dans le secteur des biens d'équipement sont restées stables à un niveau faible jusqu'au mois de mai 2002, alors qu'elles se sont redressées dès le début de l'année dans les autres secteurs industriels.

## INVESTISSEMENT DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET DES ENTREPRENEURS INDIVIDUELS

(aux prix de 1995, évolutions en %)

	moyennes annuelles				
	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Par secteur d'activité <sup>(1)</sup></b>					
Agriculture (7%)	3,8	4,4	2,0	-2,0	0,0
Industrie (28%)	-2,2	7,3	6,0	0,0	-3,0
dont industrie manufacturière	5,9	8,6	8,4	0,0	-3,0
Construction (3%)	16,6	14,0	8,0	4,0	0,0
Tertiaire (62%)	14,7	9,7	9,9	5,3	2,3
Ensemble des SNFEI	9,0	8,8	8,2	3,3	0,6
<b>Par produit</b>					
Produits manufacturés	13,6	11,2	11,5	3,5	0,2
Bâtiment et travaux publics	-0,9	3,5	6,6	4,5	0,7

Les pourcentages correspondent à la structure de l'investissement en valeur en 1999.

(1) Estimations par secteur à partir des enquêtes de conjoncture investissement pour les années 2000 à 2002.

## Une reprise modeste de la croissance de l'investissement attendue au second semestre

Le premier signal de la reprise de l'investissement est venu des industriels. Ceux-ci ont indiqué en avril qu'ils s'attendaient à une progression de leurs investissements au second semestre, marquant ainsi une nette rupture par rapport à leur anticipation précédente, qui concernait le premier semestre de 2002. Cette prévision reste cohérente avec le recul annoncé en moyenne annuelle.

Ce signal favorable est corroboré par le redressement récent des perspectives personnelles de production des industriels du secteur des biens d'équipement et l'amélioration de leur jugement sur leurs carnets de commandes. De plus, l'opinion des grossistes sur leurs ventes passées et leurs intentions de commande d'équipement industriel, bien qu'encore très déprimées, indiquent un léger mieux pour la première fois depuis plusieurs mois. Ces indications encore partielles confortent l'hypothèse d'une reprise graduelle de l'investissement à partir de l'été.

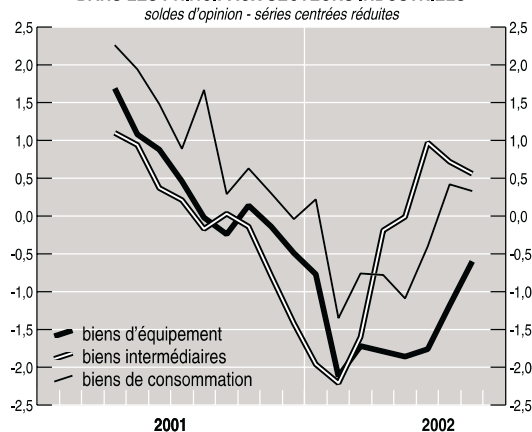
## Une reprise nette de l'investissement reste conditionnée par la levée des incertitudes sur l'évolution de la demande

La reprise de l'investissement attendue au second semestre ne se traduirait toutefois que par une progression encore modeste. Elle s'amorcerait par la reprise de l'investissement industriel, suivie par une légère accélération de l'investissement dans le secteur tertiaire. L'investissement en produits manufacturés progresserait un peu plus vite, tandis que l'investissement en BTP se tasserait.

La reprise de l'investissement à un rythme plus soutenu demeure en effet conditionnée par l'évolution du contexte international. Des incertitudes persistent quant à la vigueur de la reprise de la demande mondiale, une fois passé le mouvement favorable sur les stocks. Le secteur des biens intermédiaires, en particulier, est très sensible à ces incertitudes. Dans ce secteur, les perspectives d'investissement des industriels pour 2002 demeurent très réservées, avec un recul attendu de 8% du niveau des investissements. Une éventuelle accélération de l'investissement industriel dépend fortement de ce secteur, en particulier de l'industrie des composants, pour laquelle on attend toujours le rebond de la demande.

De façon générale, les industriels continueraient à faire montre d'une grande prudence, tant que la consommation ne se sera pas solidifiée au sein de la

### PERSPECTIVES PERSONNELLES DE PRODUCTION DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS INDUSTRIELS



#### Guide de lecture :

Les perspectives personnelles de production portent sur les trois mois à venir ; lors de la dernière enquête, en mai, les industriels ont indiqué leurs perspectives pour les trois mois à venir, soit juin, juillet et août. Sur le graphique, le solde correspondant est indiqué par le dernier point : août 2002.

zone euro. Ainsi, dans le secteur automobile, le fléchissement des carnets observé au tournant de l'année a conduit les industriels à réviser rapidement leurs intentions d'investissement exprimées lors de l'enquête d'avril. Ceci s'est traduit par une révision de la prévision d'investissement des chefs d'entreprise de l'automobile à -4% pour 2002, contre 1% attendu en janvier.

## Redressement attendu de l'autofinancement

Les conditions globales de financement de l'investissement pour les entreprises se sont un peu détériorées depuis un an. En effet, le fort ralentissement des résultats d'exploitation a pesé en 2001 sur les niveaux d'autofinancement. En outre, même si le niveau des taux d'intérêt reste relativement favorable, le coût du crédit consenti par le secteur bancaire s'est quelque peu renchéri au cours des tout derniers mois.

Toutefois, le retour à des conditions d'exploitation plus favorables devrait permettre un redressement sensible des niveaux d'autofinancement d'ici la fin de l'année. Par ailleurs, même si des perspectives de resserrement monétaire se dessinent, le mouvement devrait rester mesuré sur le second semestre de 2002. Au total, les conditions globales de financement de l'investissement devraient donc plutôt s'améliorer. ■



# Stocks

Au premier trimestre de 2002, les stocks ont cessé de contribuer négativement à la croissance, alors qu'ils ont très fortement pesé tout au long de 2001. Un point de retournement dans le cycle des stocks a été atteint. En effet, ce printemps, les déterminants du comportement de stockage sont désormais tous favorablement orientés. Ainsi, les entreprises industrielles jugent désormais leurs stocks légers et, parallèlement, les perspectives de production atteignent des niveaux élevés. De plus, les perspectives de prix se redressent et les tensions sur l'appareil productif sont faibles. La contribution des stocks à la croissance serait donc forte dans le courant de cette année, induisant une accélération de l'activité.

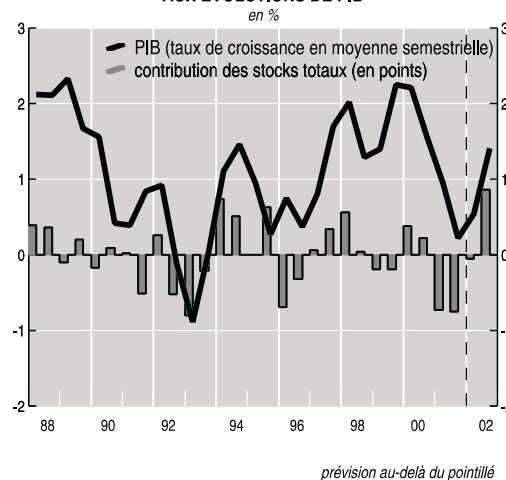
## La reconstitution des stocks soutiendrait la croissance dans le courant de 2002

L'allègement des stocks a cessé de freiner l'activité au premier trimestre de 2002, alors qu'il a pesé très fortement tout au long de 2001, ôtant 1 point à la croissance du PIB en moyenne. Le mouvement de déstockage avait en effet commencé dès le début de 2001, sous le coup d'une réaction négative des entreprises face au retournement de l'activité mondiale. Il a en outre été accentué en fin d'année dernière à la suite des événements du 11 septembre.

Dans ces conditions, le retour à la neutralité du comportement de stockage en ce début d'année marque un point d'inflexion.

De fait, depuis le début de l'année, les enquêtes de conjoncture décrivent une amélioration des principaux déterminants du comportement de stockage. D'une part, les perspectives de production se sont très nettement redressées depuis la fin de l'année dernière ; elles se situent actuellement à des niveaux élevés. D'autre part, les prix de vente se sont également orientés à la hausse à la fin de cet hiver. En outre, la modération du taux d'utilisation des capa-

CONTRIBUTIONS DES VARIATIONS DE STOCKS AUX ÉVOLUTIONS DE PIB



cités de production laisse aux industriels des marges pour reconstituer leurs stocks. Enfin, en mai 2002, les industriels signalent un net allègement de leurs stocks de produits finis. Le solde d'opinion correspondant est désormais sensiblement inférieur à sa moyenne de long terme. Dans ces conditions, un mouvement de reconstitution de ces stocks est probable et serait d'autant plus sensible que l'ampleur du déstockage a été importante tout au long de l'année passée.

## Nette reprise de l'activité dans les biens intermédiaires grâce aux stocks

La contraction des stocks de biens intermédiaires en 2001 a été d'ampleur exceptionnelle. Avec une contribution négative de trois points, c'est la principale cause du recul de la production de cette branche (-0,5% en moyenne annuelle). Ce mouvement défavorable s'est atténué nettement dès le premier trimestre de 2002. En outre, ce printemps, les stocks de

### CONTRIBUTION DES STOCKS À LA CROISSANCE

1999	2000	2001	2002		2000		2001		2002	
					1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.
5,1	10,3	-3,3	-3,2	Variations de stocks <sup>(1)</sup> en Mds d'euros 1995	4,4	5,9	0,9	-4,2	-4,6	1,4
-0,3	0,4	-1,0	0,0	Contribution des variations de stocks <sup>(1)</sup> à l'évolution du PIB (en points)	0,4	0,2	-0,7	-0,7	-0,1	0,9

Prévision

(1) Variations de stocks de biens et services y.c. acquisitions nettes d'objets de valeur.

produits fabriqués sont désormais jugés légers par les producteurs de cette branche et les perspectives de production sont plus optimistes que celles de l'ensemble de l'industrie manufacturière. De plus, les perspectives de prix se sont redressées depuis le début de l'année. Tous ces facteurs suggèrent un mouvement de reconstitution des stocks.

Les stocks ont joué sur la croissance de l'activité dans la branche des biens d'équipement en 2001 un rôle plus neutre que dans le reste de l'industrie. Ils feraient de même en 2002. De fait, ce printemps, les stocks restent jugés relativement lourds dans cette branche et les perspectives de production paraissent également moins favorables qu'ailleurs.

Le jugement des producteurs de biens de consommation sur leurs stocks est plus volatil que dans le reste de l'industrie. Toutefois, en ce milieu d'année,

ces stocks sont clairement jugés légers, dans une situation comparable à celle des biens intermédiaires. Ceci fait suite à un mouvement de déstockage de grande ampleur dans cette branche depuis la mi-2001. L'amélioration des perspectives de production, sensible depuis trois mois, et un redressement perceptible des prix de vente devraient permettre de retrouver un rôle plus favorable des stocks à la croissance de la branche des biens de consommation.

Les stocks de produits automobiles jouent souvent un rôle considérable dans la croissance de la branche. En 2001, le déstockage a contribué à réduire de quatre points cette croissance. Compte tenu des perspectives de production et de prix mieux orientées, l'évolution des stocks devrait être favorable à l'activité de l'industrie automobile en 2002. ■

# Production

Après avoir été particulièrement déprimée en fin d'année, l'activité s'est redressée au premier trimestre de 2002. Le retour des entreprises à un comportement de stockage moins restrictif a soutenu la croissance de la production manufacturière. L'activité dans les services est restée relativement bien orientée. Enfin, après plusieurs années de forte croissance, la production de la branche construction s'est stabilisée depuis plusieurs trimestres.

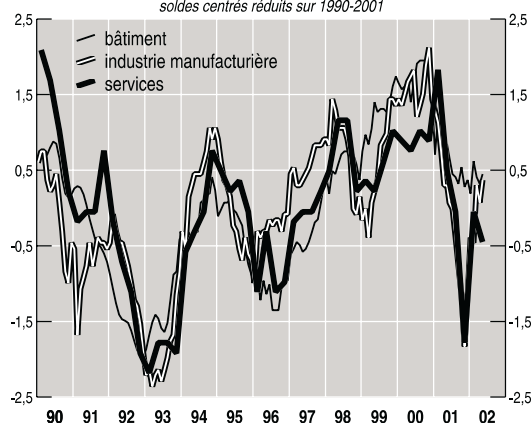
Les anticipations des industriels continuent de se redresser dans les dernières enquêtes de conjoncture. Dans les services, on assiste à une stabilisation des anticipations après la remontée du début de l'année. Ces éléments suggèrent que la croissance de la production pourrait s'établir à un rythme un peu supérieur à sa tendance de longue période au second semestre.

## Retournement à la hausse dans l'industrie manufacturière

Après une année 2001 en recul, conclue par un quatrième trimestre particulièrement déprimé, l'activité dans l'industrie manufacturière a progressé de nouveau au premier trimestre de 2002, tirée par la production de biens intermédiaires.

La production de la branche des biens intermédiaires s'est très fortement contractée à la fin de 2001 : sa grande sensibilité aux fluctuations des échanges extérieurs l'a particulièrement exposée au ralentissement mondial et elle a souffert d'un mouvement massif de déstockage. Le retour des industriels à un comportement de stockage moins restrictif et la reprise des échanges inter-industriels dans la zone euro ont permis à l'activité de la branche de rebondir dès le début de cette année.

**PERSPECTIVES PERSONNELLES D'ACTIVITE**  
(opinion des chefs d'entreprise)  
soldes centrés réduits sur 1990-2001



Après le fléchissement intervenu à la fin de l'année, la production de la branche automobile a peiné à redémarrer, du fait du ralentissement des dépenses des ménages et de l'investissement des entreprises. Le retournement conjoncturel, perceptible dans les autres branches industrielles dès le début de 2001, semble avoir touché l'automobile avec retard.

L'activité est restée relativement stable dans la branche des biens d'équipement au début de cette année, mais les perspectives des producteurs ne s'y redressent que très progressivement.

La production de la branche des biens de consommation a été soutenue en début d'année par une demande des ménages relativement favorable et un fort rebond des exportations.

A l'horizon de la fin de 2002, la consommation des ménages en produits manufacturés devrait demeurer solide, bien que progressant sur un rythme ralenti.

## PRODUCTION PRINCIPALEMENT MARCHANDE PAR BRANCHE

	(évolution en %)											
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	2000		2001		2002		2000	2001	2002	2000	2001	2002
1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.							
Agroalimentaire	-0,4	-0,2	0,5	1,0	-0,3	0,1	-0,7	1,5	-0,2	0,5	0,3	0,5
Produits manufacturés	3,6	3,0	-0,7	-1,2	2,4	2,1	6,8	-1,8	4,5	7,4	1,9	1,6
Énergie	-0,2	0,8	2,8	0,3	0,3	1,9	0,6	3,1	2,2	1,6	2,5	1,2
Construction	4,4	1,7	-0,2	0,5	0,3	-0,1	6,2	0,3	0,2	7,0	1,9	0,2
Commerce - Transports	1,9	2,6	0,3	-1,4	1,4	1,6	4,5	-1,1	3,0	4,9	1,8	0,8
Activités financières	4,6	1,8	-0,3	0,1	0,9	0,6	6,5	-0,3	1,5	8,2	1,2	1,1
Autres services marchands	1,9	2,1	1,1	1,3	1,3	1,4	4,0	2,4	2,7	4,7	3,2	2,5
<b>Total</b>	<b>2,4</b>	<b>2,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>4,6</b>	<b>0,2</b>	<b>2,8</b>	<b>5,4</b>	<b>2,1</b>	<b>1,5</b>

Prévision

Son maintien favoriserait une accélération progressive de l'investissement au second semestre. Par ailleurs, l'inversion du comportement de stockage des industriels amorcée au premier trimestre soutiendrait fortement la croissance de la production en ce milieu d'année, en lui imprimant un profil en «bosse». Progressant sur un rythme annuel supérieur à 6% ce printemps, la production manufacturière reviendrait sur un rythme, encore favorable, de l'ordre de 4% au second semestre. Les anticipations des industriels issues de l'enquête de conjoncture de mai confirment cette reprise.

### **L'activité se stabiliserait sur un rythme dynamique dans les services**

L'activité a cessé de se dégrader dans les services au premier trimestre de 2002. La production de services aux entreprises retrouve du dynamisme. De même, l'activité s'est redressée dans les services aux particuliers après un quatrième trimestre morose. Les chefs d'entreprises de services faisaient état de perspectives stables à des niveaux relativement favorables dans l'enquête de conjoncture d'avril dernier. L'activité devrait rester dynamique d'ici la fin de l'année.

### **Rebond des transports aériens en début d'année**

L'accélération de l'activité économique, qui s'accompagne d'un rebond des échanges extérieurs, a permis au transport de marchandises de se stabiliser au premier trimestre de 2002, après une fin 2001 en fort recul. La poursuite de la reprise industrielle devrait conforter cette amélioration. De leur côté, les transports de voyageurs se sont nettement redressés, particulièrement dans l'aérien, secteur qui avait chuté au lendemain des attentats du 11 septembre. Ils devraient continuer de bénéficier d'une demande des ménages solide.

### **Amélioration progressive dans le commerce**

Après une année 2001 médiocre, la conjoncture est restée globalement terne dans le commerce de gros au début de 2002. L'enquête de conjoncture de mai 2002 indique un recul du volume des ventes dans tous les secteurs, à l'exception des biens d'équipement, pour lesquels l'indicateur correspondant s'est stabilisé à un niveau bas, témoignant de l'atonie de l'investissement. Néanmoins, les perspectives générales d'activité se redressent quelque peu, dessinant une accélération dans le courant de cette année.

Dans le commerce de détail, les perspectives générales d'activité se redressent également, et retrouvent même un assez bon niveau. Les intentions de commande sont en hausse et les stocks sont jugés plus légers. Les détaillants sont donc relativement confiants dans la tenue de la consommation des ménages dans les mois qui viennent.

### **Légère décélération dans le BTP**

La branche construction, qui a connu en 2001 une croissance de la production de 1,9%, devrait continuer de décélérer en 2002. Les dernières enquêtes de conjoncture, effectuées tant auprès des entrepreneurs du bâtiment que des travaux publics, n'indiquent pas d'amélioration prochaine de l'activité.

Les travaux publics continueraient de s'inscrire en retrait, suivant en cela un cycle post-électoral, depuis les dernières élections municipales au printemps 2001. Une amélioration ne paraît pas envisageable avant 2003, année qui devrait voir les collectivités locales investir davantage.

Depuis un an, le bâtiment connaît une croissance terne. L'activité liée à la construction de bâtiments non résidentiels croît encore, mais elle décélère régulièrement depuis la fin 2000. Le faible nombre d'autorisations de construire délivrées en ce début d'année (en avril, elles étaient en retrait de près de 15% en trimestre glissant par rapport à la même période de 2001) est de mauvais augure pour la tendance des prochains mois. La situation du logement neuf est plus incertaine : la demande de logements est encore soutenue par des taux attractifs, mais les autorisations délivrées depuis le début d'année sont inférieures aux niveaux de l'an dernier.

Enfin, les avantages liés à la TVA réduite ont fini de soutenir le secteur de l'entretien-amélioration. Son volume d'activité devrait continuer de baisser légèrement, à un niveau toutefois élevé.

### **Reprise dans l'énergie dans le courant de l'année**

La production globale d'énergie s'est réduite de 1% au premier trimestre de 2002. La hausse importante des exportations, notamment en produits raffinés, a été contrebalancée par la forte réduction de la consommation des ménages nationaux.

Avec le rebond de la consommation des ménages et la confirmation de la reprise de l'activité, la production énergétique devrait s'accroître à l'horizon de la fin de l'année.

### **Légère progression dans l'agriculture**

Les conditions climatiques de la fin 2001 ont permis une bonne mise en place des cultures d'hiver. Les céréales retrouvent leur niveau de 2000 : les surfaces en blé et en orge seraient en progression. Au contraire, celles du seigle diminueraient. Pour la troisième année consécutive, la sole du colza d'hiver serait en recul.

L'ensemble des productions animales devrait être orienté à la hausse cette année. En particulier, après son repli de l'an passé consécutif aux crises sanitaires (ESB, fièvre aphteuse), la production bovine devrait reprendre en 2002.

Dans l'industrie agroalimentaire, la production de viande et lait a diminué au premier trimestre de 2002. Dès le second trimestre, un retour à la normale pourrait s'esquisser.

La production des autres industries agroalimentaires devrait augmenter cette année au même rythme que l'année précédente. ■

## ENQUÊTES DE CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE ET PRODUCTION MANUFACTURIÈRE : UNE INFORMATION PLUS COHÉRENTE DEPUIS LA RÉVISION DES COMPTES ANNUELS

À l'occasion de la publication des résultats détaillés du quatrième trimestre de 2001 (le 26 avril dernier), les comptes nationaux trimestriels ont pris en compte les révisions des comptes annuels sur les années 1999 et 2000.

En particulier, la croissance de la production manufacturière a été nettement révisée à la hausse en 2000. Or, pendant cette période et avant que cette nouvelle information ne soit connue, les enquêtes de conjoncture suggéraient une activité industrielle plus élevée que ne l'indiquaient les comptes trimestriels.

Pour faire un point précis sur cette question, il est utile de comparer les prévisions que l'on pouvait effectuer à l'aide de l'enquête de conjoncture dans l'industrie (étalonnage), avec à la fois l'ancien et le nouveau profil de la production manufacturière. Globalement, les dernières révisions renforcent la cohérence entre les deux sources, mais elles introduisent également un décalage dans la datation de la sortie du «trou d'air» au début de 1999.

Plus précisément :

- Quatrième trimestre 1998 - troisième trimestre 1999

L'étalonnage aboutissait à une production proche de celle des comptes trimestriels, en décrivant l'entrée de l'économie dans le «trou d'air» et sa sortie à peu près au même moment. Dans la nouvelle version, un décalage temporel, qui existait en fait déjà, s'accroît : les enquêtes de conjoncture suggèrent que l'amélioration de l'activité se dessine au printemps 1999 et se confirme à l'été, alors que la production manufacturière des enquêtes trimestrielles accélère désormais nettement dès le premier trimestre.

- Troisième trimestre 1999 - deuxième trimestre 2000

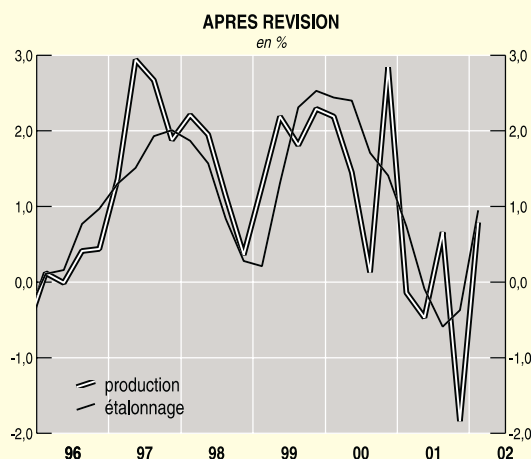
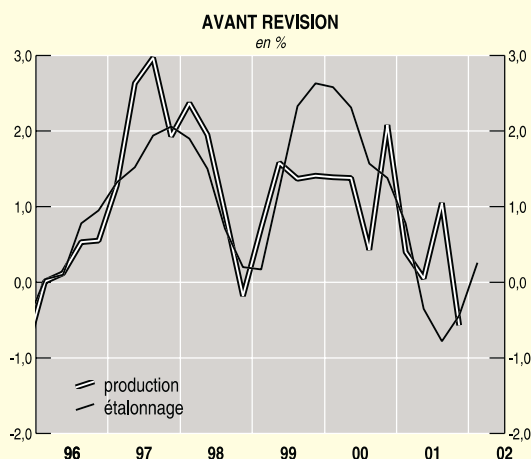
Au cours de cette période, la croissance est stable et élevée selon l'enquête (+ 2,5% par trimestre). L'ancienne version des comptes trimestriels signalait également une croissance stable, mais moins forte (+1,5% par trimestre) ; dans la nouvelle version, la croissance est révisée à la hausse, sur un rythme proche de celui que suggère l'enquête (+2,25% par trimestre).

- Troisième trimestre 2000 - troisième trimestre 2001

D'après l'enquête, on assiste à un ralentissement régulier de la production industrielle (de +2,5% à -0,5%). La première version des comptes trimestriels décrit également ce ralentissement. Le nouveau compte fait de même.

Néanmoins, les comptes trimestriels décrivent des évolutions plus heurtées au trimestre le trimestre que ne le fait l'enquête.

- Depuis le premier trimestre de 2002, l'enquête et les comptes trimestriels font état d'un redressement de l'activité.



**production** : variation trimestrielle de la production manufacturière.  
**étalonnage** : estimation à l'aide des enquêtes.

FAC : facteur commun de l'enquête  
dFAC : différence première du facteur commun de l'enquête  
(1 : CVS 2001 ; 2 : CVS 2002)

**Eta1** : étalonnage du taux de croissance de la production manufacturière issue des comptes trimestriels avant révision (tct1) sur les soldes de l'enquête CVS 2001. Période d'estimation 88T1-98T4

$$\text{Eta1} = -6,07 + 0,07 \cdot \text{FAC1} + 0,13 \cdot \text{dFAC1}$$

$$R^2 = 0,73 ; \text{écart type des résidus} = 0,6 ; \text{DW} = 1,81$$

**Eta2** : étalonnage du taux de croissance de la production manufacturière issue des comptes trimestriels après révision (tct2) sur les soldes de l'enquête CVS 2002. Période d'estimation 88T1-99T4

$$\text{Eta2} = -5,98 + 0,07 \cdot \text{FAC2} + 0,12 \cdot \text{dFAC2}$$

$$R^2 = 0,67 ; \text{écart type des résidus} = 0,7 ; \text{DW} = 1,93 \blacksquare$$

# Résultats des entreprises

En 2002, le coût salarial unitaire diminuerait à partir du deuxième trimestre. La reprise de l'activité entraînerait un rebond de la productivité, dans un contexte de progression moins soutenue du salaire moyen par tête. Par ailleurs, la remontée du prix du pétrole en début d'année provoquerait une augmentation passagère du coût des consommations intermédiaires, atténuée en partie par un taux de change plus favorable que l'année dernière.

Les prix de production des entreprises non-financières se redresseraient à la faveur de l'amélioration conjoncturelle et leur croissance serait supérieure en glissement à celle du coût unitaire total en fin d'année. Après avoir baissé en 2001, les marges des entreprises se redresseraient ainsi au cours de 2002.

## La hausse de la productivité diminue le coût salarial unitaire

Après avoir beaucoup augmenté en 2001, le coût salarial unitaire serait nettement freiné cette année. Les fluctuations cycliques de la productivité, à la baisse en 2001, puis à la hausse en 2002, constituent le principal facteur de cette évolution. L'activité repartirait en effet sur des rythmes soutenus, alors que l'amélioration de l'emploi serait plus progressive à l'horizon de décembre prochain.

Le ralentissement du salaire moyen par tête contribuerait aussi à la stabilisation du coût salarial unitaire. Le SMPT a crû sur un rythme de 3,5% l'an passé, supérieur à celui du salaire mensuel de base (SMB), sans doute du fait de compléments de rémunérations assez dynamiques au début de 2001 et d'un dynamisme accentué des salaires dans les petites entreprises (moins de 10 salariés<sup>(1)</sup>). En 2002, le SMPT reviendrait sur un rythme plus modéré de 2,4%, en ligne avec celui du SMB.

Les allègements de cotisations sociales joueraient un rôle sur le coût salarial unitaire bien moindre qu'au cours des deux dernières années, car la majo-

rité des entreprises est désormais passée aux 35 heures. En fait, les allègements concernant les petites entreprises auraient un impact négligeable, car il serait compensé au total par le fait que 2001 avait connu une suppression exceptionnelle des cotisations complémentaires retraite sur un trimestre.

## Les entreprises reconstituent leurs marges

Après la baisse enregistrée au second semestre de 2001, le coût unitaire des consommations intermédiaires est reparti à la hausse en début d'année. Ces mouvements s'expliquent par les variations enregistrées sur le prix de l'énergie. La stabilisation du cours du pétrole et le renchérissement de l'euro ramèneraient le coût des consommations intermédiaires sur une pente plus modérée au second semestre de 2002.

Le redémarrage économique aidant, le prix de production des entreprises non-financières retrouverait une pente légèrement ascendante en 2002, après la baisse du second semestre de 2001. Le glissement annuel serait de +1,2% fin 2002 contre +0,1% un an plus tôt.

Au total, le taux de marge se replierait en moyenne sur 2002, mais cette baisse s'explique uniquement par le profil nettement déclinant de l'an passé. En réalité, le taux de marge se redresserait bien dans le courant de cette année : grâce aux gains de productivité, les coûts unitaires totaux ralentiraient et progresseraient moins vite en glissement que le prix de production. ■

(1) La statistique du SMB tirée de l'enquête ACEMO ne couvre pas le champ des très petites entreprises.

## LES COÛTS D'EXPLOITATION ET LES PRIX DE PRODUCTION DANS LES SNF-EI\*

	Glissements semestriels						Glissements annuels			(évolution en %)		
	2000		2001		2002		2000	2001	2002	Moyennes annuelles		
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.				2000	2001	2002
Coût des consommations intermédiaires	3,2	2,1	0,0	-0,8	0,6	0,2	5,4	-0,8	0,8	5,7	1,2	0,2
Coût salarial unitaire	-0,1	1,2	2,6	2,1	0,1	-0,3	1,1	4,8	-0,2	0,0	3,4	2,1
Salaire par tête (+)	1,2	1,8	1,8	1,7	1,2	1,2	3,0	3,5	2,4	2,7	3,5	2,8
Productivité par tête (-)	0,5	0,4	-1,0	-0,6	1,1	1,5	0,9	-1,6	2,6	1,8	-0,5	0,8
Cotisations sociales employeurs (+)	-0,8	-0,2	-0,2	-0,2	0,0	0,0	-1,0	-0,3	0,0	-0,9	-0,6	0,1
Coût unitaire total	2,1	1,7	0,8	0,1	0,4	0,0	3,8	1,0	0,4	3,6	1,8	0,8
Prix de production	1,8	1,5	0,4	-0,3	0,6	0,5	3,3	0,1	1,2	3,0	1,4	0,6

Prévision

\* Sociétés non-financières et entreprises individuelles.

## RÉDUCTION DU TEMPS DU TRAVAIL ET COÛT DU TRAVAIL

**Avertissement :** l'élaboration des évolutions présentées ci-dessous a nécessité de nombreuses hypothèses et approximations. Ces estimations sont à considérer avec précaution, car les biais sont susceptibles d'être importants. En particulier, les évolutions de la durée du travail sont estimées à partir de l'enquête ACEMO et corrigées pour tenir compte de la différence de champ (l'enquête ne couvrant pas les entreprises de moins de dix salariés), et de la modification du mode de calcul de la durée du travail dans certaines entreprises à l'occasion du passage aux 35 heures (cf. fiche sur les salaires).

La mise en œuvre de la réduction du temps de travail s'accompagne mécaniquement d'une accélération des salaires horaires : le maintien de la rémunération mensuelle au moment où la durée du travail diminue (accordé dans la très grande majorité des entreprises) entraîne une hausse à due concurrence du salaire horaire. Cependant, pour apprécier correctement l'évolution des coûts salariaux des entreprises depuis 1999, il convient de prendre en compte les allègements supplémentaires de cotisations sociales et d'impôts sur le facteur travail dont elles bénéficient : réduction des cotisations sociales employeur et suppression progressive des salaires dans l'assiette de la taxe professionnelle.

En 2001, le salaire moyen sur le champ marchand non agricole a accéléré (+3,5% après +2,6%). Pourtant, suite à la moindre baisse de la durée du travail (-1,2% après -2,2%), le salaire horaire a dans le même temps légèrement ralenti (+4,6% après +4,8%). En 2002, la durée du travail baisserait dans les mêmes proportions qu'en 2001 (-1,1%). En effet, le passage, au 1<sup>er</sup> janvier 2002, à 35 heures de la durée légale du travail dans les entreprises de moins de 20 salariés s'accompagnerait, au premier semestre, d'une forte baisse de la durée du travail (-0,4% au premier trimestre puis -0,5% au deuxième). Au second semestre, la baisse serait moins soutenue (-0,2% par trimestre). Cependant, le salaire moyen ralentirait (+2,9% en 2002), si bien que la décélération du salaire horaire se poursuivrait en 2002 (+4,0%).

En 2001, les allègements de charges ont freiné à hauteur de -0,6 point la croissance du coût horaire du travail. En effet, de nouvelles exonérations de cotisations sociales liées à la réduction du temps de travail ont été accordées.

De plus, la suppression exceptionnelle au premier trimestre des cotisations retraite des régimes complémentaires a diminué le montant global des encaissements de cotisations sociales sur l'année. Par contrecoup, ils pèsent sur l'évolution du coût horaire du travail à hauteur de 0,2 point en 2002. Ce mouvement s'explique également par l'augmentation de 0,1 point du taux de cotisation de l'assurance garantie salaire au 1<sup>er</sup> janvier 2002. En outre, après avoir été abaissé au 1<sup>er</sup> janvier 2002, le taux de cotisation à l'assurance chômage sera remonté au 1<sup>er</sup> juillet.

Au total, une fois les nouveaux allègements de la part « salaires » de la taxe professionnelle pris en compte, le coût horaire du travail consolidé aurait conservé en 2001 la même croissance qu'en 2000 (+3,7%). Il accélérerait légèrement en 2002 (+3,9%).

La productivité horaire a nettement décéléré en 2001 (+0,2% après +3,2%) suite à la forte inflexion de la valeur ajoutée (+1,7% après +4,6%), la croissance du volume d'heures travaillées restant stable dans le même temps. En 2002, la productivité horaire réaccélérerait à +1,3% du fait du net ralentissement de l'emploi. Ce chiffre de productivité horaire, encore faible en moyenne annuelle, masque un profil plus accentué, car la valeur ajoutée accélérerait fortement au cours de 2002. Ce profil infra-annuel en « V » de la productivité (à la baisse en 2001, à la hausse en 2002) imprime sa marque sur celui du coût salarial unitaire consolidé : même si la décélération de ce dernier paraît mesurée en moyenne annuelle d'une année sur l'autre (+2,5%, après +3,5% en 2001), il aurait fortement ralenti au premier trimestre de 2002 et stagnerait sur le reste de l'année. ■

### COÛT HORAIRE DU TRAVAIL (SECTEUR CONCURRENTIEL, BRANCHES EB-EP)

(en variations trimestrielles ou annuelles en%)

	2000				2001				2002				Moyennes annuelles		
	1 <sup>er</sup> T.	2 <sup>e</sup> T.	3 <sup>e</sup> T.	4 <sup>e</sup> T.	1 <sup>er</sup> T.	2 <sup>e</sup> T.	3 <sup>e</sup> T.	4 <sup>e</sup> T.	1 <sup>er</sup> T.	2 <sup>e</sup> T.	3 <sup>e</sup> T.	4 <sup>e</sup> T.	2000	2001	2002
Salaires mensuel moyen <sup>(1)</sup>	0,6	0,6	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6	2,6	3,5	2,9
- Durée hebdomadaire temps plein	-0,9	-0,8	-0,3	-0,2	-0,3	-0,3	-0,1	-0,1	-0,4	-0,5	-0,2	-0,2	-2,2	-1,2	-1,1
<b>= Salaire horaire</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>4,8</b>	<b>4,6</b>	<b>4,0</b>
+ Contribution des cotisations sociales (y compris les allègements de charges)	-0,5	-0,3	-0,1	-0,2	-0,8	0,7	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	-0,9	-0,6	0,2
<b>= Coût horaire du travail</b> (au sens de la Comptabilité Nationale) <sup>(2) (3)</sup>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>0,5</b>	<b>1,9</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>4,0</b>	<b>4,1</b>	<b>4,2</b>
+ Contribution des allègements de la part «salaires» de la taxe professionnelle <sup>(4)</sup>	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,3	-0,3	-0,3
<b>= Coût horaire du travail consolidé (A)</b> (y.c. taxe professionnelle sur salaires)	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>1,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>3,7</b>	<b>3,7</b>	<b>3,9</b>
Valeur ajoutée [EB-EP]	1,2	0,9	0,5	1,4	0,3	-0,2	0,4	-0,7	0,3	0,8	0,7	0,7	4,6	1,7	1,1
- Emploi équivalent temps plein [EB-EP]	0,9	1,0	1,0	0,9	0,8	0,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,2	3,6	2,7	0,9
- Durée hebdomadaire temps plein	-0,9	-0,8	-0,3	-0,2	-0,3	-0,3	-0,1	-0,1	-0,4	-0,5	-0,2	-0,2	-2,2	-1,2	-1,1
<b>= Productivité horaire (B)</b>	<b>1,1</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,4</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>3,2</b>	<b>0,2</b>	<b>1,3</b>
<b>= Coût salarial unitaire consolidé (A)-(B)</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>1,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>2,1</b>	<b>0,5</b>	<b>1,8</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>3,5</b>	<b>2,5</b>

(1) Salaire mensuel moyen par personne en équivalent temps plein (et donc corrigé de l'accroissement du temps partiel).

(2) Rémunération des salariés + impôts sur la main-d'œuvre / volume d'heures travaillées.

Remarque : la part de la taxe professionnelle sur les salaires est comptabilisée dans les « autres impôts sur la production » en Comptabilité Nationale.

(3) La décomposition du coût horaire a été approchée par la combinaison de ses différentes composantes.

(4) Il est prévu que la part «salaires» de la taxe professionnelle continue de diminuer d'environ 1,5 milliard d'euros par an jusqu'en 2003.



# Compte Associé



## BIENS ET SERVICES : ÉQUILIBRE RESSOURCES EMPLOIS AUX PRIX DE L'ANNÉE 1995

niveaux (en milliards d'euros) et variations t/t-1 (en %)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produit Intérieur Brut	334,6	337,5	339,1	343,5	344,6	344,4	346,1	344,5	345,8	348,6	350,9	353,2	1354,7	1379,7	1398,4
en évolution	1,1	0,9	0,5	1,3	0,3	-0,1	0,5	-0,4	0,4	0,8	0,7	0,7	4,1	1,8	1,4
Importations	87,6	90,8	94,4	97,3	95,1	93,4	92,5	89,5	91,6	93,6	96,2	98,1	370,1	370,4	379,5
en évolution	3,8	3,7	4,0	3,1	-2,3	-1,8	-1,0	-3,2	2,3	2,3	2,8	1,9	15,1	0,1	2,4
Total des ressources	422,2	428,3	433,5	440,8	439,7	437,8	438,5	434,0	437,3	442,2	447,1	451,3	1724,9	1750,1	1777,9
en évolution	1,6	1,4	1,2	1,7	-0,2	-0,4	0,2	-1,0	0,8	1,1	1,1	0,9	6,3	1,5	1,6
Dépenses de consommation des ménages	180,4	180,8	181,7	182,8	185,0	185,4	187,2	187,7	188,1	189,1	190,3	191,3	725,7	745,4	758,9
en évolution	0,8	0,3	0,5	0,6	1,2	0,2	1,0	0,3	0,2	0,6	0,6	0,5	2,9	2,7	1,8
Dépenses de consommation des administrations*	77,9	78,6	78,9	79,8	80,0	80,4	81,2	81,4	82,0	82,6	83,1	83,5	315,2	323,1	331,1
en évolution	0,5	0,9	0,5	1,1	0,3	0,5	0,9	0,3	0,7	0,8	0,6	0,6	2,8	2,5	2,5
dont dépenses individualisables des APU	45,7	46,3	46,5	47,3	47,5	47,8	48,4	48,6	49,1	49,6	50,0	50,4	185,8	192,4	199,2
en évolution	0,7	1,3	0,6	1,6	0,4	0,7	1,3	0,4	1,0	1,1	0,8	0,8	3,6	3,5	3,5
dont dépenses collectives des APU	30,2	30,3	30,4	30,5	30,5	30,5	30,6	30,6	30,6	30,7	30,7	30,7	121,5	122,1	122,7
en évolution	0,4	0,4	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,8	0,6	0,4
FBCF	68,0	69,0	70,4	71,7	71,7	71,4	71,6	71,8	71,9	71,9	72,1	72,3	279,1	286,5	288,3
en évolution	2,8	1,5	1,9	1,9	-0,1	-0,3	0,3	0,2	0,2	0,0	0,2	0,4	8,3	2,6	0,6
dont SNFEI	38,4	38,9	40,1	41,2	40,9	40,9	41,0	41,1	41,1	41,1	41,2	41,5	158,6	163,8	164,8
en évolution	2,8	1,2	3,1	2,8	-0,8	0,1	0,0	0,3	0,1	0,0	0,3	0,6	8,9	3,3	0,6
Ménages	15,8	16,0	16,0	15,9	15,9	15,7	15,8	15,8	15,8	15,8	15,8	15,7	63,7	63,2	63,0
en évolution	2,2	1,2	-0,3	-0,5	0,2	-1,3	0,3	-0,1	0,1	-0,1	0,0	-0,1	4,1	-0,8	-0,2
Variations de stocks** (mds d'euros)	2,2	2,2	2,5	3,4	0,3	0,6	-0,6	-3,6	-3,4	-1,2	0,7	0,6	10,3	-3,3	-3,2
Exportations	93,7	97,7	100,0	103,1	102,7	99,9	99,1	96,7	98,8	99,7	100,9	103,4	394,6	398,5	402,8
en évolution	3,5	4,2	2,4	3,1	-0,4	-2,7	-0,8	-2,4	2,1	1,0	1,2	2,5	13,6	1,0	1,1
Contributions :															
Demande intérieure hors stocks**	1,1	0,7	0,8	1,0	0,7	0,2	0,8	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5	3,8	2,6	1,7
Variations de stocks**	0,0	0,0	0,1	0,3	-0,9	0,1	-0,3	-0,9	0,1	0,7	0,5	0,0	0,4	-1,0	0,0
Commerce extérieur	0,0	0,2	-0,4	0,1	0,5	-0,3	0,0	0,2	0,0	-0,3	-0,4	0,2	-0,1	0,3	-0,3

Prévisions

\* Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM

\*\* Les variations de stocks sont y.c. acquisitions nettes d'objets de valeur

## PRODUITS MANUFACTURÉS : ÉQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS AUX PRIX DE L'ANNÉE 1995

variations t/t-1 (en %)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Production branche	2,2	1,4	0,1	2,9	-0,2	-0,5	0,7	-1,8	0,8	1,6	1,0	1,0	7,4	1,9	1,6
dont Valeur ajoutée	1,7	1,2	-0,3	3,0	-0,1	-0,5	0,7	-2,4	0,6	1,6	1,0	1,0	6,0	1,7	0,9
Consommations intermédiaires	2,4	1,5	0,3	2,8	-0,3	-0,4	0,6	-1,6	0,9	1,6	1,1	1,1	8,0	2,0	1,9
Importations	4,2	3,9	4,5	3,5	-2,7	-2,0	-1,1	-4,2	2,9	3,0	3,5	2,3	17,8	-0,1	3,1
Impôts nets des subventions	2,4	0,8	0,6	0,8	0,6	-1,1	0,8	0,0	0,8	0,9	0,9	0,7	6,5	1,3	2,2
Marges commerciales et de transport	1,8	1,2	1,3	1,8	0,2	-0,6	0,0	-0,9	0,7	1,0	1,1	0,8	6,2	1,9	1,4
Total des ressources	2,6	2,0	1,4	2,8	-0,7	-0,9	0,2	-2,2	1,3	1,8	1,7	1,3	9,6	1,4	2,0
Emplois intermédiaires	2,1	1,4	0,5	2,2	0,0	-0,2	0,6	-0,9	0,7	1,2	0,9	0,9	7,3	2,2	1,9
Dépenses de consommation des ménages	1,7	0,1	0,5	0,9	1,9	-0,6	1,3	0,6	0,4	0,7	0,7	0,5	3,9	3,2	2,3
Dépenses individualisables des APU	1,7	4,3	1,0	4,7	0,1	1,8	4,8	-0,9	3,2	1,5	1,0	1,0	12,6	8,9	7,4
FBCF	4,0	1,7	4,4	3,2	-1,3	0,6	0,0	0,6	0,2	-0,1	0,3	0,7	12,3	4,3	1,0
dont SNFEI	3,9	1,3	4,6	3,3	-1,7	0,4	-0,3	0,3	-0,2	-0,2	0,3	0,7	11,5	3,5	0,2
Autres	4,8	4,0	3,2	2,5	1,9	2,0	2,2	2,4	2,6	0,3	0,6	0,9	18,7	9,9	6,9
Variations de stocks* (mds d'euros)	1,5	1,6	1,5	2,5	-0,4	-0,4	-1,6	-4,9	-4,2	-2,4	-0,4	-0,5	7,0	-7,3	-7,4
Exportations	4,5	4,1	2,7	3,6	0,4	-3,1	-0,2	-3,3	2,2	2,0	1,5	3,1	15,1	2,0	1,8
Demande intérieure hors stocks*	2,3	1,2	1,0	2,1	0,3	-0,1	0,8	-0,3	0,6	0,9	0,7	0,8	7,3	2,9	2,0

Prévisions

\* Les variations de stocks sont y.c. acquisitions nettes d'objets de valeur

## BIENS ET SERVICES : EQUILIBRE RESSOURCES EMPLOIS

INDICES DE PRIX BASE 1995

variations t/t-1 (en %)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produit Intérieur Brut	0,3	-0,1	0,3	0,3	0,4	0,4	0,6	0,2	0,6	0,4	0,5	0,4	0,5	1,4	1,8
Importations	2,1	0,7	0,9	1,2	-1,0	0,2	-1,1	-1,2	0,0	0,6	-0,4	0,2	4,8	-0,2	-1,1
Total des ressources	0,6	0,1	0,4	0,5	0,1	0,4	0,2	-0,1	0,5	0,4	0,3	0,4	1,4	1,1	1,2
Dépenses de consommation des ménages	0,4	0,2	0,5	0,4	0,1	0,8	0,3	0,0	0,8	0,4	0,2	0,3	1,2	1,4	1,7
Dépenses de consommation des APU	0,6	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,7	1,6	0,9	1,7
FBCF	0,8	0,4	0,3	0,7	0,2	0,1	0,3	0,1	0,0	0,2	0,1	0,1	1,3	1,3	0,4
Dont SNFEI	0,8	0,5	0,3	0,3	-0,1	0,0	0,2	0,2	-0,3	0,0	0,0	0,0	1,8	0,5	-0,1
Ménages	0,9	0,3	0,7	1,9	1,0	0,5	0,6	0,5	0,8	0,6	0,6	0,6	0,1	3,8	2,5
Exportations	0,7	0,4	-0,1	0,7	0,0	-0,1	0,5	-0,9	-0,3	0,3	0,0	0,1	1,8	0,5	-0,5
Demande intérieure hors stocks*	0,5	0,2	0,4	0,4	0,1	0,5	0,2	0,1	0,6	0,4	0,3	0,4	1,3	1,2	1,4

Prévisions

\* Les variations de stocks sont y.c. acquisitions nettes d'objets de valeur

## PRODUITS MANUFACTURÉS : ÉQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS

INDICES DE PRIX BASE 1995

variations t/t-1 (en %)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Production branche	0,5	0,5	0,3	0,2	0,3	-0,2	-0,1	-0,4	-0,4	0,2	0,2	0,2	1,4	0,4	-0,5
dont Valeur ajoutée	-1,0	-0,6	-1,0	0,0	1,4	0,4	1,3	-0,3	-0,7	0,5	0,6	0,6	-3,0	1,6	0,6
Consommation Intermédiaire	1,2	1,0	0,8	0,4	-0,2	-0,4	-0,7	-0,5	-0,2	0,0	0,0	0,1	3,5	-0,1	-1,1
Importations	0,3	0,6	0,7	0,1	0,1	-0,4	-0,7	-0,6	-0,4	-0,2	0,0	0,0	0,8	-0,2	-1,5
Total des ressources	0,5	0,3	0,4	0,2	0,2	-0,2	-0,3	-0,4	-0,4	0,1	0,1	0,1	1,1	0,2	-0,7
Emplois intermédiaires	0,8	1,1	0,8	0,1	0,1	-0,4	-0,8	-0,3	-0,4	-0,2	0,0	0,0	2,4	0,0	-1,4
Dépenses de consommation des ménages	-0,2	-0,3	0,1	0,4	0,0	0,4	0,0	0,2	0,0	0,4	0,0	0,1	-0,7	0,6	0,6
Dépenses individualisables des APU	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,5	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,7	-1,3
FBCF	0,3	0,1	-0,1	-0,2	-1,0	-0,5	-0,5	-0,1	-0,9	-0,5	-0,5	-0,5	-0,2	-1,8	-2,1
dont SNFEI	0,4	0,2	0,0	-0,1	-0,8	-0,3	-0,3	0,1	-0,8	-0,4	-0,4	-0,4	0,2	-1,1	-1,5
APU	-1,0	-0,4	-1,0	-0,4	-1,0	-0,3	-1,0	-0,7	-1,6	-1,5	-1,5	-1,5	-4,4	-2,8	-4,8
Exportations	0,5	0,0	-0,4	0,2	0,7	-0,3	0,9	-1,1	-1,0	0,5	0,0	0,0	0,4	0,6	-1,2
Demande intérieure hors stocks*	0,4	0,6	0,4	0,1	-0,1	-0,2	-0,5	-0,2	-0,4	-0,1	-0,1	-0,1	1,2	-0,1	-1,0

Prévisions

\* Les variations de stocks sont y.c. acquisitions nettes d'objets de valeur

## PRODUCTION PAR BRANCHE AUX PRIX DE L'ANNÉE 1995

variation t/t-1 (en %)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Branches agro-alimentaires	-0,3	-0,1	0,4	-0,7	-0,1	0,5	0,2	0,8	-0,4	0,1	-0,1	0,2	0,5	0,3	0,5
Branches manufacturières	2,2	1,4	0,1	2,9	-0,2	-0,5	0,7	-1,8	0,8	1,6	1,0	1,0	7,4	1,9	1,6
Énergie	1,1	-1,3	1,3	-0,5	1,4	1,3	0,3	0,0	-1,0	1,3	1,0	0,8	1,6	2,5	1,2
Construction	2,5	1,8	0,7	1,0	0,7	-0,9	0,4	0,0	0,1	0,1	0,0	-0,1	7,0	1,9	0,2
Commerce-transports	1,1	0,8	1,0	1,6	0,5	-0,2	-0,2	-1,2	0,8	0,6	0,9	0,7	4,9	1,8	0,8
Activités financières	2,5	2,0	1,2	0,6	-0,1	-0,2	-0,1	0,2	0,6	0,3	0,3	0,3	8,2	1,2	1,1
Autres services marchands	0,8	1,0	0,6	1,5	0,6	0,5	0,9	0,4	0,5	0,8	0,7	0,7	4,7	3,2	2,5
Services principalement non-marchands	0,4	0,8	0,4	1,1	0,4	0,5	0,7	0,5	0,6	0,8	0,6	0,6	2,4	2,5	2,5
Total	1,3	1,0	0,5	1,5	0,3	0,1	0,5	-0,4	0,5	0,9	0,7	0,7	4,9	2,2	1,7

Prévisions

### FBCF DES SNFEI AUX PRIX DE L'ANNÉE 1995

variation t/t-1 (en %)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits manufacturés	3,9	1,3	4,6	3,3	-1,7	0,4	-0,3	0,3	-0,2	-0,2	0,3	0,7	11,5	3,5	0,2
Bâtiment-Travaux publics	2,0	1,8	1,1	2,4	1,8	-1,0	1,2	0,0	0,3	0,2	-0,1	0,0	6,6	4,5	0,7
Autres	-0,1	-0,2	-0,3	1,3	-0,1	0,2	0,1	0,5	0,9	0,5	0,7	1,1	2,0	1,0	2,3
Total	2,8	1,2	3,1	2,8	-0,8	0,1	0,0	0,3	0,1	0,0	0,3	0,6	8,9	3,3	0,6

Prévisions

### VARIATIONS DE STOCKS AUX PRIX DE L'ANNÉE 1995

niveaux (en milliards d'euros)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits agro-alimentaires	0,4	0,5	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7	0,5	0,8	0,7	0,7	2,3	2,7	2,6
Produits manufacturés	1,1	1,3	1,1	2,1	-0,8	-0,8	-1,9	-5,3	-4,6	-2,8	-0,8	-0,9	5,6	-8,8	-8,9
Produits énergétiques	0,3	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,3	0,5	0,2	0,4	0,4	0,4	0,7	1,2	1,3
Bâtiment-Travaux publics	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
Autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2
Total	1,9	1,8	2,1	3,0	-0,1	0,2	-1,0	-4,0	-3,8	-1,5	0,3	0,3	8,9	-4,8	-4,7

Prévisions

### IMPORTATIONS CAF AUX PRIX DE L'ANNÉE 1995

variation t/t-1 (en %)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits agro-alimentaires	-2,8	3,0	2,8	3,4	-1,7	0,4	-0,4	-2,6	7,0	-2,0	2,0	2,0	4,1	2,3	4,7
Produits manufacturés	4,2	3,9	4,5	3,5	-2,7	-2,0	-1,1	-4,2	2,9	3,0	3,5	2,3	17,8	-0,1	3,1
Produits énergétiques	6,3	-2,4	0,1	5,0	-1,3	1,5	1,9	-0,3	-4,7	4,0	1,0	0,7	2,2	3,8	-0,2
Total des marchandises	3,6	3,4	4,2	3,6	-2,5	-1,6	-0,9	-3,9	2,8	2,6	3,2	2,2	15,5	0,3	3,1
Total des services	6,2	6,8	3,3	-0,1	-1,7	-4,7	-2,3	1,9	-1,2	0,2	-0,9	0,0	13,6	-2,9	-2,5
Total*	3,8	3,7	4,0	3,1	-2,3	-1,8	-1,0	-3,2	2,3	2,3	2,8	1,9	15,1	0,1	2,4

Prévisions

\* y.c. consommation des résidents hors du territoire

### EXPORTATIONS FAB AUX PRIX DE L'ANNÉE 1995

variation t/t-1 (en %)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits agro-alimentaires	-2,9	2,4	0,3	1,4	-4,1	2,0	-2,8	-0,5	6,5	-3,0	2,0	2,0	2,7	-2,4	4,3
Produits manufacturés	4,5	4,1	2,7	3,6	0,4	-3,1	-0,2	-3,3	2,2	2,0	1,5	3,1	15,1	2,0	1,8
Produits énergétiques	-0,8	4,0	1,5	8,6	-6,8	-1,0	-1,0	1,3	5,2	-3,0	1,0	1,0	2,9	-0,2	3,8
Total des marchandises	3,4	3,9	2,3	3,4	-0,3	-2,5	-0,5	-2,9	2,8	1,3	1,5	2,9	13,3	1,5	2,1
Total des services	4,6	6,9	2,8	2,8	-2,1	-4,8	-2,5	0,2	-0,8	-0,4	-0,9	0,3	17,5	-2,0	-3,8
Total*	3,5	4,2	2,4	3,1	-0,4	-2,7	-0,8	-2,4	2,1	1,0	1,2	2,5	13,6	1,0	1,1

Prévisions

\* y.c. consommation des non-résidents sur le territoire français

## DÉPENSES DE CONSOMMATION DES MÉNAGES AUX PRIX DE L'ANNÉE 1995

variation t/t-1 (en %)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits agro-alimentaires	-0,1	-0,4	0,7	-0,6	1,1	-0,5	0,4	0,1	0,2	-0,6	0,4	0,1	0,5	0,8	0,1
Produits manufacturés	1,7	0,1	0,5	0,9	1,9	-0,6	1,3	0,6	0,4	0,7	0,7	0,5	3,9	3,2	2,3
Produits énergétiques	-0,6	-2,4	-0,7	-0,1	2,3	1,4	1,6	-1,4	-2,4	1,5	1,0	0,7	-1,2	2,8	-0,5
Réparations-transports	1,7	0,1	-1,3	1,2	0,8	-0,5	0,3	-2,5	2,3	0,1	0,5	0,5	3,5	0,2	0,9
Services financiers	2,3	1,6	0,8	-0,1	-0,7	-0,7	-0,5	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	6,5	-0,8	-0,8
Autres services marchands	0,9	1,3	1,1	1,0	0,7	0,7	0,9	0,6	0,2	0,8	0,7	0,7	4,4	3,6	2,4
Services principalement non-marchands	0,2	1,0	-0,2	2,2	0,9	0,8	0,8	1,1	0,6	1,4	0,9	0,9	2,2	4,1	3,8
Correction territoriale	3,2	4,9	4,0	1,4	-0,1	-4,6	-3,7	-1,8	-1,7	-0,9	0,1	0,0	15,5	-1,7	-6,6
Dépenses totales de consommation des ménages	0,8	0,3	0,5	0,6	1,2	0,2	1,0	0,3	0,2	0,6	0,6	0,5	2,9	2,7	1,8
Consommation effective totale des ménages	0,8	0,5	0,5	0,8	1,1	0,3	1,1	0,3	0,4	0,7	0,7	0,6	3,0	2,9	2,2

Prévisions

## COUTS DE PRODUCTION

variations t/t-1 (en %)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
<b>Entreprises non-financières</b>															
Prix de production	1,1	0,7	0,7	0,8	0,0	0,4	0,0	-0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	3,0	1,3	0,6
Coût unitaire total	1,3	0,8	1,1	0,6	-0,1	0,9	-0,3	0,4	0,3	0,1	-0,1	0,2	3,6	1,8	0,8
dont consommations intermédiaires	2,1	1,1	1,1	1,0	-0,4	0,4	-0,6	-0,3	0,3	0,4	-0,1	0,3	5,7	1,1	0,2
impôts liés à la production	-0,8	-0,5	-1,2	-2,4	1,1	-0,3	-0,1	1,3	-0,4	-0,8	-0,5	-0,5	-4,2	-1,5	-0,5
coût salarial	-0,4	0,3	1,2	0,0	0,5	2,1	0,4	1,7	0,5	-0,3	-0,2	-0,1	0,0	3,4	2,1
Composantes du coût salarial unitaire :															
Salaire par tête (+)	0,6	0,6	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	2,7	3,5	2,8
Productivité (-)	0,4	0,1	-0,4	0,8	-0,5	-0,4	0,3	-0,9	0,2	0,9	0,8	0,7	1,8	-0,5	0,8
Cotisations sociales employeurs (+)	-0,5	-0,3	-0,1	-0,1	-0,9	0,8	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,9	-0,6	0,1
<b>Branches manufacturières</b>															
Prix de production	0,5	0,5	0,3	0,2	0,3	-0,2	-0,1	-0,4	-0,4	0,2	0,2	0,2	1,4	0,4	-0,5
Coût unitaire total	0,6	0,6	0,9	-0,2	0,0	0,2	-0,6	0,3	-0,2	-0,3	-0,1	0,0	1,8	0,4	-0,5
dont consommations intermédiaires	1,5	1,1	1,0	0,3	-0,3	-0,4	-0,7	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,1	4,1	0,0	-0,8
impôts liés à la production	-2,3	-1,6	-1,7	-4,2	1,2	-0,5	-0,8	2,1	-1,2	-1,4	-0,7	-0,7	-8,8	-3,5	-1,8
coût salarial	-2,3	-1,0	0,9	-1,5	0,8	2,3	-0,1	2,3	-0,5	-1,3	-0,4	-0,3	-5,3	2,1	0,4
Composantes du coût salarial unitaire :															
Salaire par tête (+)	0,2	0,3	0,6	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6	2,0	3,2	2,8
Productivité (-)	2,0	1,0	-0,4	2,2	-0,7	-0,6	0,8	-1,5	1,3	1,9	1,0	0,9	6,4	0,5	2,6
Cotisations sociales employeurs (+)	-0,6	-0,4	-0,2	-0,1	-0,8	0,7	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-1,2	-0,6	0,2

Prévisions

## DÉCOMPOSITION DU TAUX DE MARGE DES SNFEI

variations t/t-1 (en %)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Taux de marge (en %)	40,1	40,1	39,5	40,0	39,9	39,0	39,2	38,0	37,9	38,3	38,8	39,1	39,9	39,0	38,5
Variation du taux de marge	0,1	0,0	-0,6	0,5	-0,1	-0,9	0,2	-1,2	-0,1	0,4	0,5	0,3	0,0	-0,9	-0,5
Contributions à la variation du taux de marge															
Productivité (+)	0,2	0,1	-0,2	0,5	-0,3	-0,2	0,2	-0,5	0,1	0,5	0,5	0,4	1,1	-0,3	0,5
Coût des conso. intermédiaires (-)	0,7	0,3	0,3	0,1	-0,3	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,1	1,8	-0,1	-0,3
Salaires réels (-)	-0,6	-0,2	0,1	0,0	0,0	0,7	0,5	0,6	0,2	0,1	0,2	0,2	-0,7	0,9	1,4
Autres éléments (+)	0,0	0,0	0,0	0,2	-0,1	0,1	0,2	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1
Rappel															
Prix de production	1,1	0,7	0,7	0,8	0,0	0,4	0,0	-0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	3,0	1,3	0,6
Prix des exportations	0,7	0,4	-0,1	0,7	0,0	-0,1	0,5	-0,9	-0,3	0,3	0,0	0,1	1,8	0,5	-0,5
Prix des importations	2,1	0,7	0,9	1,2	-1,0	0,2	-1,1	-1,2	0,0	0,6	-0,4	0,2	4,8	-0,2	-1,1
Prix des consommations intermédiaires	2,1	1,1	1,1	1,0	-0,4	0,4	-0,6	-0,3	0,3	0,4	-0,1	0,3	5,7	1,1	0,2
Productivité	0,4	0,1	-0,4	0,8	-0,5	-0,4	0,3	-0,9	0,2	0,9	0,8	0,7	1,8	-0,5	0,8
Salaires réels	-1,0	-0,4	0,1	0,0	0,0	1,2	0,8	1,0	0,4	0,2	0,4	0,3	-1,2	1,5	2,3

Prévisions

## COMPTE D'EXPLOITATION DES SNFEI

variations t/t-1 (en %)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Valeur ajoutée	1,1	1,3	0,7	2,4	0,8	0,3	1,1	-0,9	0,8	1,3	1,4	1,2	5,2	3,8	2,8
Subventions	-2,5	-1,4	-0,4	0,7	1,8	1,6	1,3	1,0	0,8	0,8	0,9	0,9	-5,5	4,0	4,0
Total des ressources	1,1	1,3	0,7	2,3	0,8	0,4	1,1	-0,9	0,8	1,3	1,4	1,2	5,1	3,8	2,8
Rémunérations des salariés	1,0	1,3	1,8	1,8	0,8	2,0	1,0	1,1	1,0	0,7	0,7	0,7	5,4	5,7	3,8
dont salaires bruts	1,5	1,6	1,8	1,9	1,7	1,3	1,1	1,1	0,9	0,7	0,6	0,8	6,3	6,3	3,7
cotisations sociales employeurs	-0,5	0,4	1,6	1,5	-1,9	4,4	0,5	1,0	1,1	0,6	0,7	0,7	2,7	3,9	4,2
Impôts liés à la production	0,5	0,5	-0,7	-0,7	1,3	-0,4	0,4	0,7	0,1	0,2	0,3	0,3	1,0	0,7	1,2
Total des charges	0,9	1,2	1,6	1,6	0,8	1,9	0,9	1,0	0,9	0,6	0,6	0,7	5,0	5,3	3,6
Excédent brut d exploitation	1,3	1,3	-0,7	3,5	0,8	-2,0	1,5	-3,9	0,7	2,4	2,6	2,0	5,1	1,6	1,5
dont EI	1,9	1,7	0,8	1,8	1,2	0,3	0,6	0,6	1,7	0,3	1,5	1,1	5,7	4,1	3,8
SNF	1,1	1,2	-1,4	4,2	0,6	-3,0	1,9	-5,9	0,1	3,5	3,1	2,5	4,8	0,5	0,5

Prévisions

## COMPTE DE REVENU DES SNF

variations t/t-1 (en %)

données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Valeur ajoutée	1,0	1,3	0,6	2,5	0,8	0,3	1,3	-1,2	0,7	1,5	1,4	1,3	5,1	3,9	2,7
Subventions	-3,6	-2,4	-1,0	0,4	1,8	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	-8,4	3,2	4,8
Total des ressources	1,0	1,2	0,6	2,5	0,8	0,3	1,3	-1,1	0,7	1,5	1,4	1,3	5,0	3,9	2,7
Rémunérations des salariés	1,0	1,3	1,8	1,8	0,8	2,0	1,0	1,1	1,0	0,7	0,7	0,7	5,5	5,8	3,9
Impôts	-0,3	3,4	-3,7	-5,5	8,3	7,5	-6,7	4,6	-4,1	-1,1	-1,1	-1,0	3,0	6,0	-4,0
dont Impôts liés à la production	0,3	0,4	-0,8	-0,7	1,5	-0,3	0,5	0,7	0,1	0,3	0,3	0,3	0,5	0,8	1,3
Impôts sur les sociétés	-1,1	6,8	-6,7	-11,0	17,3	16,3	-13,5	8,9	-8,5	-2,6	-2,7	-2,7	6,1	12,2	-9,6
Intérêts dividendes nets	5,1	4,6	4,2	3,8	3,4	3,3	3,2	3,1	1,8	0,0	0,1	1,4	15,1	15,1	7,1
Autres charges nettes	4,1	1,8	-0,3	-2,4	-4,5	-4,3	-4,0	-3,7	12,9	8,0	4,2	0,9	4,5	-11,6	15,3
Total des charges	1,4	2,0	1,5	1,3	1,9	2,7	0,5	1,7	0,7	0,4	0,4	0,7	6,4	7,0	3,6
Revenu disponible brut	-1,0	-2,4	-3,9	8,8	-4,7	-12,6	6,3	-18,1	0,9	9,2	7,9	5,0	-1,6	-11,9	-2,9

Prévisions

## RATIOS DES COMPTES DES SNF

en pourcentage  
données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Charges salariales / VA	63,1	63,2	63,9	63,5	63,5	64,6	64,4	65,9	66,1	65,6	65,1	64,8	63,4	64,6	65,4
Impôts liés à la production / VA	4,8	4,8	4,7	4,6	4,6	4,6	4,5	4,6	4,6	4,5	4,5	4,4	4,7	4,6	4,5
Taux de marge (EBE / VA)	32,9	32,9	32,2	32,8	32,7	31,7	31,9	30,3	30,2	30,8	31,3	31,7	32,7	31,6	31,0
Taux d'investissement (FBCF / VA)	19,6	19,7	20,3	20,5	20,2	20,1	19,9	20,2	20,0	19,7	19,5	19,4	20,1	20,1	19,7
Taux d'épargne (épargne / VA)	17,1	16,5	15,8	16,7	15,8	13,8	14,5	12,0	12,0	12,9	13,8	14,3	16,5	14,0	13,3
Pression fiscale*	19,4	20,9	20,4	17,3	20,5	25,5	21,8	27,1	25,2	23,1	21,3	20,1	19,5	23,6	22,3
Taux d'autofinancement **	87,2	83,6	77,6	81,7	78,6	68,6	72,8	59,3	60,0	65,6	70,6	73,7	82,4	69,8	67,5

Prévisions

\* Impôts sur le revenu / revenu disponible avant impôts

\*\* Epargne / FBCF

## COMPTE DE REVENU DES MÉNAGES

variations t/t-1 (en %)  
données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Excédent brut d'exploitation	1,5	1,3	0,9	1,3	1,1	0,6	0,7	0,8	1,3	0,6	1,1	1,0	4,6	3,9	3,7
dont EI	1,9	1,7	0,8	1,8	1,2	0,3	0,6	0,6	1,7	0,3	1,5	1,1	5,7	4,1	3,8
ménages hors EI	1,1	0,9	1,0	0,9	1,0	0,8	0,9	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8	3,6	3,8	3,6
Salaires bruts	1,4	1,3	1,4	1,5	1,5	1,2	1,0	1,0	1,0	0,8	0,7	0,8	5,4	5,4	3,7
Intérêts et dividendes nets	2,0	1,7	1,5	1,2	1,0	1,2	1,5	1,7	-1,5	-0,7	0,5	0,8	7,1	5,3	0,7
Prestations sociales en espèces	0,5	0,6	0,4	0,7	1,0	1,1	1,2	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	2,2	3,6	3,8
Total des ressources	1,2	1,1	1,1	1,3	1,2	1,0	1,0	1,0	0,8	0,7	0,8	0,8	4,5	4,6	3,5
Impôts sur le revenu et le patrimoine	2,0	5,0	3,1	-13,3	12,7	2,2	-3,4	-3,2	5,7	1,4	-1,1	-1,1	4,3	3,1	2,2
Cotisations des salariés	0,4	1,8	1,4	1,4	-2,4	5,0	0,5	1,2	0,9	0,8	1,3	0,8	4,9	4,1	4,8
Cotisations des non-salariés	2,0	-1,7	3,7	2,7	-1,6	1,4	1,5	2,4	0,4	0,4	0,5	0,5	6,5	4,2	4,2
Autres charges nettes	48,0	22,9	10,9	2,8	-4,1	-3,0	-1,8	-0,6	-4,7	-1,1	0,6	2,2	217,1	4,1	-6,7
Total des charges	1,7	3,6	2,7	-7,3	6,2	3,0	-1,8	-1,3	3,6	1,1	-0,2	-0,3	5,4	3,5	3,1
Revenu disponible brut nominal	1,1	0,5	0,7	3,5	0,1	0,6	1,7	1,6	0,2	0,5	1,0	1,1	4,3	4,9	3,6
Prix de la consommation	0,4	0,2	0,5	0,4	0,1	0,8	0,3	0,0	0,8	0,4	0,2	0,3	1,2	1,4	1,7
Pouvoir d'achat du RDB	0,7	0,3	0,2	3,1	0,0	-0,2	1,5	1,5	-0,7	0,1	0,8	0,8	3,1	3,5	1,9
Transferts sociaux en nature	1,0	1,5	0,9	1,8	0,7	0,9	1,5	0,7	1,4	1,7	1,6	1,5	4,8	4,6	5,4
Revenu disponible ajusté nominal	1,1	0,7	0,7	3,2	0,2	0,6	1,7	1,4	0,4	0,7	1,1	1,2	4,4	4,9	3,9

Prévisions

## RATIOS DES COMPTES DES MÉNAGES

en pourcentage  
données cjo-cvs

	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Taux d'épargne	15,0	15,0	14,9	16,9	15,9	15,5	15,9	17,0	16,3	15,9	16,1	16,3	15,5	16,1	16,1
Taux d'épargne financière*	6,2	6,2	6,0	8,3	7,2	6,9	7,4	8,6	7,8	7,5	7,6	7,9	6,7	7,5	7,7
Poids des impôts et cotisations sociales **	19,6	20,1	20,4	18,6	19,6	20,0	19,4	19,0	19,5	19,6	19,4	19,2	19,7	19,5	19,4
Salaires bruts / revenu disponible brut	59,4	59,8	60,2	59,1	59,9	60,3	59,8	59,5	60,0	60,1	59,9	59,8	59,6	59,9	59,9
Prestations sociales en espèces / revenu disponible brut	31,2	31,3	31,2	30,3	30,6	30,8	30,6	30,4	30,7	30,7	30,7	30,6	31,0	30,6	30,7

Prévisions

\* Epargne hors logement / revenu disponible brut

\*\* Impôts et cotisations sociales / RDB avant impôts et cotisations sociales